

L'ÉCO

de la semaine

17 mai - 21 mai 2021

Riziculture: le « vary safiotra » à 11 tonnes par hectare	3
Débats - Le projet de loi de finances rectificative bien encadré	3
Alaotra Mangoro : 20 millions USD pour réhabiliter 500 km de route	4
Toamasina: la déchetterie en cours d'achèvement	4
Bois de rose : L'Etat malgache déterminé à récupérer 30 000 rondins	4
OMNIS 45 ans : Année décisive pour les ressources stratégiques	5
Pêche et aquaculture: validation de la stratégie nationale	5
Crise sanitaire : Rôle essentiel des TIC	5
Recettes douanières: 563 milliards d'ariary au premier trimestre	5
Transformation agro-alimentaire : Cinq industries se lancent dans l'extraction de vanille	6
INSTAT - La création d'entreprises en baisse de 12,7 %	6
Contexte difficile - Que faire des entreprises à la dérive ?	7
Alefa.bni.mg : Le crédit bancaire en quelques clics	7
Ajustement des prix à la pompe : Prudence selon l'OMH	8
Industrie stratégique - La recherche pétrolière attend un nouveau coup de pouce	8
Secteur de l'énergie : Des investisseurs allemands en vue pour accélérer la transition	9
Bad - Fihariana: formation de 300 MPME aux compétences de base	9
Aéroport - L'Adema se donne un nouveau départ	10
Filière lait : Reprise du contrôle de la qualité de l'or blanc	11
Revue d'exécution budgétaire : les finances publiques fortement impactées par la crise	11
Cap Business OI: Noro Andriamamonjiarison élue présidente	11
Electricité - Dans l'attente des factures optimisées de la Jirama	12
Vanille verte: 30.000 ariary le kilo dans la Diana !	13
Prévention des inondations - Les digues d'Ikopa et de Sisaony bientôt en travaux	13
Secteur extractif - La filière or paralysée	14
Branchements « Herinaratra mora » - Une formule complète à 30 000 ariary ²	14
Tourisme et contestation sociale: les guides touristiques dévoilent les coulisses de leur laborieux combat	15
Thierry Rajaona, président du GEM : « L'énergie doit être disponible à un prix péréqué »	16
Enelec : 200 lampes à sodium pour Toliara	16
Fanomezantsoa Lucien Ranarivelo - « La phase de diffusion à grande échelle du riz hybride est enclenchée »	17
Filière Vanille : des parlementaires pour la réorganisation du CNV	18
Agrégats macro-économiques - Le taux de croissance revu à la baisse, de 4,5 à 3,2%	18
Thierry Rajaona - Président du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM) : « Le secteur privé souhaite importer lui-même ses vaccins »	19

Riziculture: le « vary safiotra » à 11 tonnes par hectare

ARH | LES NOUVELLES | 17 MAI 2021

Les variétés de riz local produisent, dans le meilleur des cas, 5 tonnes à l'hectare. Par contre, des semences de « vary safiotra » (riz hybride) importées de Chine promettent un rendement deux fois plus important – jusqu'à 11 t/ha – sur les sites pilotes du programme de coopération Sud-Sud de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

20.000 exploitants agricoles disposant de près de 12.000 ha ont testé le « vary safiotra » durant deux campagnes rizicoles (2019-2020 et 2020-2021) dans huit régions de la Grande île. Sur les sites de démonstration du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (Maep), le rendement moyen a atteint 11 t/ha. Ce type de semences est aussi décrit comme étant plus résilient face au changement climatique et plus résistant à la sécheresse. Les récoltes effectuées vendredi sur l'un des sites d'intervention du projet, à Andranovaky Mahitsy, l'ont bien démontré.

« Sur ces deux campagnes rizicoles, 11 sites de démonstration de la région Analamanga d'une superficie totale de 17,2 ha ont pu produire 157,7 t de riz hybride – soit un rendement moyen de 9,17 t/ha. Les récoltes atteignent 11 t/ha sur les sites du projet dans la région Alaotra Mangoro, au niveau d'Ambatondrazaka, le premier grenier à riz de Madagascar », a fait savoir le ministre Lucien Ranarivelo, lors de cette descente. A cette occasion, il a été accompagné de Xiaomei Guo, ambassadeur de Chine à Madagascar et de Mbili Charles Boliko, représentant résident de la FAO. « Nous avons récolté 1,4 t de paddy sur une superficie de 0,12 ha pour cette saison culturale alors qu'auparavant, nous n'en avons obtenu que 500 kg. Soit 900 kg de plus », a confié Dina Randriamampionona, rizicultrice de Fiadanankely Mahitsy, qui a utilisé pour la première fois le vary safiotra. En termes de rendement, elle a obtenu 10,64 t/ha.

Produire les semences localement

Les partenaires du projet ont fourni gratuitement les semences aux quelque 5.200 paysans formés au projet dans la région Analamanga durant cette phase pilote. Les experts chinois



ont formé les techniciens malagasy ainsi que les riziculteurs. Les actions du projet se sont focalisées sur l'introduction aux technologies hybrides, l'appui à l'amélioration des techniques culturales et la promotion de la production locale des semences de riz hybride.

A l'heure actuelle, 1 kg de ce type de semences coûte 15.000 ariary. Et selon les témoignages des techniciens du ministère, cette quantité peut couvrir jusqu'à 300 m² de rizière avec un rendement tournant autour de 180 à 300 kg, suivant l'application des techniques de culture. Un projet mené en collaboration avec le gouvernement chinois prévoit de produire les semences de ce vary safiotra dans les prochaines années afin de permettre aux paysans qui souhaiteraient se les procurer, de les acheter localement.

Débats – Le projet de loi de finances rectificative bien encadré

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 17 MAI 2021

Il faudra tenir compte des derniers données macro-économiques dans la confection de la loi de finances rectificative. Des indications précises ont été recommandées.

Des outils précis et importants. Voilà le moins que l'on puisse dire des indicateurs dévoilés par l'Enquête de conjoncture économique, ECE, diligentée par la Banque centrale pour le ministère de l'Économie et des finances dans la conception du projet de loi de finances rectificative, LFR. Qui devrait être présentée à l'actuelle session budgétaire du Parlement.

D'abord, et c'est déjà essentiel que selon cette « investigation » de la Banque centrale, le taux d'inflation en glissement annuel n'a pas dépassé les 7%, en dépit d'une hausse généralisée des prix des produits de première nécessité, PPN. Ce qui peut permettre à l'État d'augmenter les investissements publics sans trop craindre une envolée inconsidérée de la flambée inflationniste. D'autant qu'une révision à la hausse des prix du carburant pour cette année soit peu probable. Malgré l'insistance du Fonds monétaire international, FMI, à revoir le gel de ces

prix en vigueur depuis bientôt deux ans. Ensuite, les réserves en devises représentent 5,8 mois d'importations, selon toujours les bons résultats avancés par l'ECE de la Banque centrale. Ce qui devrait rassurer les opérateurs économiques engagés sur les échanges commerciaux.

Goulot d'étranglement

Mais à contrario, l'ariary donne l'impression de se dévaluer sur le baromètre des valeurs transactionnelles du Marché interbancaire de devises, MID. Alors que l'ECE déduit une appréciation de 5,6% de la monnaie nationale eu égard à l'euro lors du premier trimestre. De leur côté, les pharmaciens ont imputé la hausse fiévreuse des prix des médicaments liés au traitement du coronavirus, à cette dévaluation au jour le jour de l'ariary au MID.

Enfin, il reste le taux de croissance de l'économie globale. La loi de finances initiale table sur une progression de 4,5% après un recul de 3,8% consécutif



Le ministre de l'Économie, des finances et du budget Richard Randriamandranto.

à la crise sanitaire de l'an passé. Alors que les mesures restrictives de l'actuel confinement, même partiel dans le temps et dans l'espace, nuit aux activités économiques par le goulot d'étranglement touchant la capitale. Même le week-end. Il serait tout à fait logique de revoir à la baisse cette prévision. Compte tenu des déductions de l'ECE de la Banque centrale qui ont constaté un « ralentissement des activités économiques ».

Il est donc attendu « une retenue » de la part du gouvernement.

Alaotra Mangoro : 20 millions USD pour réhabiliter 500 km de route

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 17 MAI 2021

Une zone ayant un fort potentiel en production agricole. C'est ainsi que l'on connaît la région Alaotra Mangoro, qui souffre pourtant d'un problème d'enclavement, depuis plusieurs décennies. Le vendredi 14 mai dernier, un atelier a été organisé, concernant la mise en vigueur de la composante 2 du projet PACT (Projet d'Appui à la Connectivité des Transports), dans la région Alaotra Mangoro. Composante qui a pour objectif l'amélioration des routes régionales, communales et non classées dans les régions prioritaires telles Alaotra Mangoro (RN44) et Atsimo-Atsinanana (RN12A). « Les critères de sélection des routes à réhabiliter ou à construire sont basés sur la production agricole, l'accès aux écoles, l'accès aux centres de santé et d'autres facteurs, y compris les contraintes budgétaires et la vulnérabilité climatique car l'objectif de développement du PACT consiste à améliorer la connectivité des transports dans certaines zones



Grands chantiers de réhabilitation routière, dans la région Alaotra Mangoro.

rurales afin d'accroître l'accès des communautés aux opportunités sociales et économiques », a indiqué le MATP (Ministère de l'aménagement du territoire et des travaux publics).

Financement. Le financement de cette Composante 2 du projet s'élève à 20 millions USD, un financement qui prendra en charge la réhabilitation de 500 km de routes provinciales, communales et non classées dont 250 km de route de desserte de la RN 44

et 250 km de route de desserte de la RN12A. Selon les informations, 14 communes réparties sont concernées par cette composante dans la région d'Alaotra Mangoro, répartie en 5 lots. Moramanga (5,219 km) et Ambohibary (51,513 km) pour le lot 1, Morarano Gara (48,896 km) pour le lot 2, Amboasary Gara (53,949 km) et Fierenana (3,125 km) ainsi que la commune de Bembary (1,5 km) pour le lot 3. 7 Communes composent le lot 4, dont Andaingo (16,190 km), Andilanatoby (9,305 km), Bejofo (1,296 km), Manakambahiny Andrefana (2,274 km), Apitatsimo (120 km), Antsangatsanga (1,045 km) et Ilafy (22,129 km) et enfin la Commune de Didy (45 km) pour le lot 5. Les phases d'études pour la réalisation de ces travaux se feront du mois de juin 2021 au mois d'octobre 2021, suivront après les appels à manifestation d'intérêt, les appels d'offres pour commencer les travaux dans le premier trimestre de l'année 2021.

Toamasina: la déchetterie en cours d'achèvement

MANOU | LES NOUVELLES | 17 MAI 2021

La ville de Toamasina aura bientôt son centre de traitement et valorisation de déchets aux normes requises. Le site d'Antsarimasina est en cours de finition actuellement, selon les techniciens de la Commune urbaine.

«La réalisation de ce projet présidentiel illustre l'un des engagements du Plan émergence Madagascar et des ODD dans la gestion durable et la conservation des ressources dans la région Atsinanana», ont mentionné des techniciens constatant l'avancée des travaux en fin de semaine.

Le site modernise la ville de Toamasina, tout en transformant des déchets en divers produits dont des pavés autobloquants, engrais, charbons écologiques, verre pilé... La nouvelle infrastructure aidera ainsi à réduire la consommation de charbons de bois et la pollution de la ville par les déchets.

L'usine est composée d'un bâtiment de 1.000m² abritant les équipements, d'une aire de stockage et de tri en plus d'un parking. Elle dispose d'un terrain de 8.000 m² pour ses installations.



Bois de rose : L'Etat malgache déterminé à récupérer 30 000 rondins

L.R. | MA-LAZA | 17 MAI 2021

Le ministre de la justice Johnny Richard Andriamahefarivo a annoncé que l'Etat malgache entend explorer tous les recours judiciaires nécessaires afin de récupérer les 30 000 rondins de bois de rose exportés illicitement en 2014 à Singapour, d'une valeur de plus de 50 millions de dollars. Le garde des sceaux a précisé que les efforts vont essentiellement être axés sur la levée de la décision rendue par la Cour suprême de Singapour en 2019, selon laquelle « les rondins de bois de rose vont être confisqués par l'Etat de Singapour ».

Le ministre a souligné l'importance de cette procédure dans la mesure où les bois de rose devraient contribuer au développement et à l'amélioration des conditions de vie des Malgaches. Johnny Richard Andriamahefarivo s'est par ailleurs exprimé brièvement sur l'affaire polo Garments. Il a déploré le fait de ne pas avoir été notifié de cette décision, alors qu'un tribunal arbitral international vient d'exiger le paiement par l'Etat malgache de la somme de 6,9 millions d'euros à la société Polo Garments de Mahajanga à titre



d'indemnisation de sinistres.

Johnny Richard Andriamahefarivo a affirmé que comme dans tous litiges judiciaires, l'Etat malgache est disposé à mettre en œuvre tous les recours afin de contester cette condamnation.

OMNIS 45 ans : Année décisive pour les ressources stratégiques

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 17 MAI 2021

Des fonds colossaux ont été alloués pour favoriser la croissance économique. Pour les promoteurs du secteur des mines, du pétrole et du gaz, ces ressources stratégiques représentent un atout majeur, pouvant contribuer à l'essor économique de Madagascar. Outre ses atouts incontestables, au niveau des ressources stratégiques,

Madagascar vient de signer, le mois dernier, un partenariat permettant de réunir les données utiles pour les démarches concernant l'extension du plateau continental au Sud du pays. Les enjeux de ce projet sont essentiellement d'ordre économique. Avec une surface supplémentaire de 860 900 km², le pays, en quête de l'émergence économique

disposera de plus de ressources et d'avantages importants, pour attirer des investissements étrangers aux effets immédiats sur la croissance. L'OMNIS (Office des mines nationales et des industries stratégiques) mise sur cette opportunité, pour contribuer à l'atteinte de la fameuse émergence.

Pêche et aquaculture: validation de la stratégie nationale

ARH | LES NOUVELLES | 17 MAI 2021

Les études relatives à la mise à jour de la Stratégie nationale de développement de l'aquaculture à Madagascar (SNDAM) et des plans de développement des trois filières à savoir l'algoculture, l'holoturiculture et le crabculture, ont fait l'objet de validation la semaine passée lors d'un atelier. Les objectifs consistent à actualiser les référentiels, analyser les acquis et développer les réflexions stratégiques pour un avenir durable de ces secteurs dans les 10 ans à venir ainsi que la mobilisation de toutes les parties prenantes.

Trois axes proposés ont été soumis à la validation : la création des conditions nécessaires au développement des initiatives aquacoles privées, en lien avec le climat des affaires, la mise en place des services d'appui adaptés au développement de l'aquaculture et à l'amélioration de la gouvernance dans le secteur.

La stratégie ainsi finalisée et validée devra ensuite faire l'objet d'une adoption officielle par le gouvernement, sur la base d'un arrêté portant adoption de la stratégie.

Crise sanitaire : Rôle essentiel des TIC

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 18 MAI 2021

« La crise liée au COVID-19 a confirmé le rôle essentiel que jouent les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour la société. Elle a souligné l'urgence d'accélérer la transformation numérique afin d'atteindre les objectifs du gouvernement pour le développement de l'écosystème numérique malgache ». Ce sont en ces termes que s'est exprimé hier, Ramaherijaona Andriamanohisoa, ministre des Postes, des Télécommunications et du Développement Numérique MPTDN à l'occasion de la journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information. Au quotidien, le constat est tel que l'utilisation des TIC est devenue inévitable. Pour de nombreux établissements scolaires, des cours se font désormais sur zoom



pour les classes intermédiaires et des devoirs sont envoyés via les réseaux sociaux. Les formations en ligne se multiplient par ailleurs. Le télétravail et les vidéoconférences sont de plus en plus prisés également pour éviter tout contact qui pourrait exposer à des risques de propagation. Avec les différentes mesures de restriction, les ventes en ligne sont devenues un

véritable business tout en rendant service à un grand nombre. Et la liste n'est pas exhaustive.

« Nous lançons le défi de mettre les technologies de l'information et de la communication au cœur des solutions pour la gestion de catastrophes (crises), de faire du numérique un meilleur pourvoyeur d'emplois, et accroître le taux de pénétration aux TICs sur le territoire national et surtout de concrétiser la transformation numérique et la modernisation de l'administration publique » a enchaîné le ministre. Il a par ailleurs réitéré la volonté de l'Etat à travers le MPTDN à soutenir toutes initiatives en faveur du développement de l'économie numérique tout en saluant les efforts déployés par tous les acteurs du secteur.

Recettes douanières: 563 milliards d'ariary au premier trimestre

ARH | LES NOUVELLES | 18 MAI 2021

A la fin du mois de mars, les recettes douanières générées par les échanges commerciaux de Madagascar s'élèvent à 563 milliards d'ariary. 410,5 milliards d'ariary proviennent des produits non pétroliers et 152,5 milliards d'ariary issus des produits pétroliers. Ces chiffres contribuent à 44% des recettes fiscales totales de la période, calculées à 1.279,8 milliards d'ariary, selon les données émanant de la direction générale des Douanes (DGD) et relayées par la Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo (CCIA).

Selon leurs natures, les « TVA sur les imports » constituent plus 50% des recettes totales, car elles sont soldées à 283,1 milliards d'ariary. S'ensuivent les « droits des douanes » à hauteur de 127,1 milliards d'ariary, soit 23%. Les « TVA sur les produits pétroliers » représentent les 17% des recettes douanières avec une contribution de 94 milliards d'ariary. Et enfin, les « taxes sur les produits pétroliers » et les « autres taxes » telles que le droit de navigation et les amendes budgétaires constituent les 10% et 0,06% avec des



valeurs respectives de 58,6 milliards d'ariary et 0,4 milliard d'ariary.

Transformation agro-alimentaire : Cinq industries se lancent dans l'extraction de vanille

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 18 MAI 2021

Seuls environ 2% de la production de vanille de Madagascar sont écoulés sur le marché intérieur en vue d'une consommation locale.

La majorité de la production de vanille provenant des neuf régions à forte potentialité en ce produit phare de la Grande île est destinée à l'exportation. Seuls environ 2% de cette production sont tournés vers le marché intérieur pour une consommation locale, d'après les informations fournies par le ministère chargé de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. Mais ce taux de consommation locale de vanille pourrait augmenter au fil des ans, grâce au développement des industries de transformation agro-alimentaire dans le pays. A titre d'illustration, cinq industries se lancent actuellement dans l'extraction de vanille. Elles ont déjà effectué une demande d'agrément auprès de ce département ministériel de tutelle, a-t-on appris.

Très prisés sur le marché. Il a été également soulevé que la qualité de la production de vanille identifiée lors de la campagne 2019-2020 a été très bonne compte tenu de l'amélioration du taux de vanilline dans ce produit qualifié d'identité économique pour Madagascar. En outre, la mise en place de ces industries de transformation



La vanille malgache est toujours de bonne qualité.

contribue à la création de la valeur ajoutée locale tout en générant des emplois. A l'instar de la vanille proprement dite, les extraits de vanille en provenance de la Grande île sont également très prisés sur le marché international. D'autres industries de transformation agro-alimentaires dans les pays importateurs s'en procurent également, pour la fabrication de crèmes glacées, entre autres. Cependant, des produits contrefaits circulent en même temps sur le marché international en

mettant une appellation Vanille de Madagascar sur les étiquettes alors qu'il s'agit d'une vanille artificielle, a-t-on évoqué. Le ministère de tutelle s'engage à faire des suivis suite aux doléances des exploitants de vanille naturelle de la Grande île, enregistrées aux Etats-Unis.

Report de stock de vanille.

Rappelons que le pays a exporté près de 1 780 tonnes de vanilles toutes confondues, dont entre autres, de la vanille, des extraits de vanille et de la vanille en poudre ainsi que bien d'autres produits dérivés lors de cette campagne d'exportation de 2019-2020. Celle-ci sera clôturée vers la fin de ce mois-ci. En revanche, le report de stock de vanille des opérateurs après la clôture de cette campagne sera connu cette semaine, a-t-on précisé. Le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat ainsi que le groupement des exportateurs de vanille de Madagascar et le syndicat des producteurs de vanille de la Grande île vont se concerter afin d'anticiper les décisions à prendre par rapport à ce report de stock de vanille, a-t-on conclu.

INSTAT - La création d'entreprises en baisse de 12,7 %

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 18 MAI 2021

Non propice aux investissements. La deuxième vague de la pandémie de coronavirus augmente les risques d'échec en matière de création d'entreprises formelles à Madagascar. Selon le tableau de bord économique du mois d'avril réalisé par l'Institut national de la statistique (INSTAT), l'effectif des établissements nouvellement créés a diminué durant le premier trimestre de cette année par rapport à la même période de l'année dernière. Pour l'ensemble des trois secteurs d'activité, ce chiffre est passé de 6 839 entreprises, de janvier à mars 2020, à seulement 5 972 cette année, soit une baisse de l'ordre de 12,7 %. Le secteur primaire, c'est-à-dire le domaine des activités productrices de matières non transformées comme l'agriculture, la pêche et le secteur minier a accusé une diminution considérable de 58,9 %. Le secteur tertiaire recouvrant le domaine des services, pour ne citer que le commerce et les transports, enregistre une réduction de 13,6 %. Par ailleurs, les opérateurs sont beaucoup plus enclins à mener des activités dans le secteur industriel. Toutefois, le chiffre est positif. Une hausse de 53 % a été constatée, allant de 300 à 469.

Digitalisation. Pour inciter davantage les opérateurs à formaliser leurs activités, l'agence nationale de la promotion des investissements (EDBM), appuyée par la délégation de l'Union européenne à Madagascar, met actuellement en œuvre le Projet de réformes liées au climat des investissements (PRECI). Ce dernier sera exécuté pendant trois ans et porte essentiellement sur la digitalisation. En effet, l'accès en ligne au guichet unique d'EDBM constitue une étape importante dans le cadre du renforcement de l'attractivité de Madagascar



vis-à-vis des investissements privés, qu'ils soient nationaux ou internationaux. Les procédures administratives liées à la vie des entreprises comme la création, les visas et le permis de construire sont en phase de dématérialisation.

Croissance attendue. D'après les prévisions de la « Banky Foiben'i Madagasikara » (BFM), la croissance économique de la Grande île sera de 3,2 %, après un repli de 4,2 % en 2020. Elle serait essentiellement tirée par le secteur secondaire à hauteur de 4,9 %, contre -16,0 % en 2020 dont 8 % dans les industries minières et 5 % dans la branche des énergies. Pour le secteur tertiaire, la croissance est de l'ordre de 2,8 % contre -1,1 % en 2020. Pour le secteur primaire, une croissance de la production agricole de 2,6 % est espérée cette année, contre 2,0 % en 2020. Jusqu'à présent, la dynamique de l'activité productive montre des signes d'essoufflement. De surcroît, les indispensables mesures pour contenir la propagation du virus risquent de constituer de sérieuses entraves.

Contexte difficile – Que faire des entreprises à la dérive ?

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 18 MAI 2021

La lutte, peut-être sans fin, contre le coronavirus justifie l'imposition de l'état d'urgence sanitaire et ses mesures restrictives. Mais ne doit pas faire oublier le cas de quelques sociétés en grande difficulté.

Le projet de loi de finances va-t-il évoquer leur cas ? Car les Conseils des ministres successifs n'ont pris aucune décision pour elles. Ne serait-ce que des esquisses de solution. Mais rien n'est moins sûr. L'actuel régime est désormais sous programme avec le Fonds monétaire international, FMI. Avec l'obtention des 312 millions de dollars de la Facilité élargie de crédit, FEC. Dans son communiqué préliminaire du 12 février, avant la validation finale de son Conseil d'administration le 30 mars, le FMI, par exemple, a exclu les réformes structurelles d'Air Madagascar dans ses recommandations. Les fermetures des frontières aériennes, ici comme ailleurs, peuvent motiver une telle « indifférence ». Une « non assistance à une personne morale en danger ».

Le FMI, comme d'autres bailleurs de fonds, ne veut pas non plus entendre parler de subventions à ces sociétés d'état en piteux état. Ils proposent des « schémas de sortie de crise ». Comme l'adoption du système de facturation Optima pour la Jirama. Afin d'atteindre, au moins le seuil de rentabilité, sur le court terme.

Rôle central

Car les montants décaissés des ces aides financières substantielles, supportées par les contribuables, dépassent de loin, le plus souvent, ceux annoncés dans le Budget. Ce qui fait souffrir d'autres secteurs jugés prioritaires par le FMI.

Pour le cas spécifique d'Air Madagascar, le 1er octobre lors de la réouverture de l'aéroport de Nosy Be aux trafics

aériens régionaux et internationaux, Joël Randriamandranto, ministre du Tourisme, des transports et de météorologie, a pourtant déclaré que « le contenu du Business Plan du redressement d'Air Madagascar serait dévoilé sous quinzaine ». Depuis, aucune indication n'a été donnée sur cette belle envolée lyrique. Alors que les activités touristiques dans les pays générant des visiteurs pour Madagascar, en l'occurrence la France, l'Italie et dans une moindre mesure l'Espagne, commencent à reprendre de façon progressive. Tôt ou tard, ils reviendront. Et Air Madagascar devrait jouer un rôle central dans une éventuelle relance effective du tourisme.

Bien entendu, le pass sanitaire, une fois imposé, va encore nous causer des ennuis. Il se peut que Madagascar soit classé parmi les destinations peu fréquentables, sous forme de codes couleurs sur la carte du monde. Comme aux moments critiques de la propagation de la pandémie du coronavirus, l'an passé.

Cela étant, les salariés d'Air Madagascar se trouvent aujourd'hui dans l'expectative des plus angoissantes, quant à leur avenir. Par l'absence d'un directeur général, celle qui assure l'intérim, Hanitra Rasetarinera, n'oserait pas prendre des directives engageant Air Madagascar sur le long terme. Comme une nouvelle forme de partenariat avec un puissant groupe de compagnies aériennes ou un cartel financier d'envergure internationale. Elle gère le quotidien. Sans perspectives



Le business plan d'Air Madagascar tarde à voir le jour.

à l'horizon.

D'autres employés sont aussi en détresse chronique. Pour ne citer que ceux de la Kraoma. Pour répondre à leurs revendications sociales, paiements de salaires cumulés depuis des mois – prises en charge de leurs dépenses médicales – aides d'urgence à cause du coronavirus, Fidiniavo Ravokatra, ministre des Mines et des ressources stratégiques, répète sans cesse les mêmes arguments. « La Kraoma porte un lourd fardeau, une dette de 39 milliards d'ariary, et accuse les contrecoups de la mauvaise gestion perpétrée par les barons du précédent régime, HVM. Avec un solde de 55 milliards d'ariary détournés ».

Des techniciens de la Kraoma affirment pourtant « que le niveau de la dette n'est pas aussi insurmontable que cela. Par rapport au potentiel existant de la Kraoma. Il manque la volonté politique de l'État pour la sortir de l'ornière dans laquelle elle est engluée depuis 2019 ». Ils ont émis des propositions concrètes. En tout cas, il appartient aux actuels responsables de trouver des réponses aux exigences du moment. Après les « inepties » de leurs devanciers.

Alefa.bni.mg : Le crédit bancaire en quelques clics

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 18 MAI 2021

Grâce à sa plateforme alefa.bni.mg, la BNI Madagascar donne désormais à ses clients la possibilité d'obtenir des crédits en ligne

En effet, après avoir été la pionnière dans l'ouverture de compte 100% en ligne en octobre 2020, BNI Madagascar franchit, une fois encore, une étape importante dans la digitalisation des services bancaires, en proposant après quelques mois seulement le crédit 100% en ligne. « La demande de crédit se fait en quelques clics et la sécurisation des opérations est totalement garantie par un système d'authentification obéissant aux normes internationales de service en ligne », rassure Michel Andriamihaja, Digital Marketing Manager de la banque. Un crédit rapide à obtenir puisqu'il suffit pour le client de se rendre sur le site alefa.bni.

mg, via son ordinateur, sa tablette ou son smartphone, de créer son espace client et de saisir sa demande de financement. Après validation par la banque, dans la mesure où toutes les conditions requises sont remplies, son crédit sera directement débloqué dans son compte.

Réponse adéquate. « Pour répondre au mieux aux attentes de notre clientèle dans un environnement en plein bouleversement, nous avons axé notre politique de proximité sur un modèle omnicanal. L'octroi de crédit en ligne est une réponse adéquate de BNI Madagascar aux besoins des clients dont les déplacements vers

nos agences sont limités pour diverses raisons, notamment dans le contexte actuel de crise sanitaire. Cette solution révolutionnaire est disponible 24h/24 et 7J/7 sur la plateforme alefa.bni.mg », explique Lanja Randriatsimalona, Directeur Marketing et Communication Commerciale de BNI Madagascar. Une initiative de digitalisation des services bancaires qui conforte, en tout cas, le statut de leader dont dispose la BNI Madagascar en matière de « banque digitale ». C'est aussi « un pas important vers le développement du pays dans la mesure où cela facilite l'accès de la population aux services de financement ».

Ajustement des prix à la pompe : Prudence selon l'OMH

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 19 MAI 2021

L'ajustement du prix à la pompe n'est pas une décision à prendre à la légère. Il doit être le fruit d'une mûre réflexion concertée entre l'Etat et les différentes parties prenantes.

La dernière révision des prix à la pompe remonte au mois de juin 2019. Malgré une hausse du prix du baril au dernier trimestre 2019, aucune révision n'a depuis été appliquée. Le blocage des prix a entraîné une différence entre les prix calculés et les prix appliqués à la pompe, générant des passifs envers les pétroliers. Rappelons que la situation des arriérés avoisinait les 170 milliards d'Ariary au 31 décembre 2019. « Actuellement, il n'y a plus de passif. Le reliquat a été apuré. Au mois d'avril 2021, le solde a même été positif. Mais la prudence est de mise, le prix du pétrole étant volatile. Il y a des risques pour les mois à venir en matière de prix internationaux » selon les explications d'Olivier Jean Baptiste, directeur général de l'Office Malgache des Hydrocarbures OMH.

Si le prix du baril a chuté l'an dernier en pleine crise sanitaire, il a remonté peu à peu la pente. Des pays qui ont baissé les prix à la pompe ont procédé à un ajustement à la hausse après quelques

mois. Actuellement, le baril du Brent se situe aux alentours de 70 USD. Cela est dû au retour progressif de la demande mondiale et à une économie optimiste liée au vaccin. L'arrivée de la saison chaude dans l'hémisphère nord incite aussi les personnes à se déplacer. En ce qui concerne, l'offre mondiale de pétrole, elle est soumise à un quota des producteurs regroupés au sein de l'OPEP+. Le décalage entre l'offre et la demande entraîne également ce renchérissement du prix. Comme le prix du pétrole dépend beaucoup du contexte géopolitique, le conflit israélo-palestinien crée par ailleurs une certaine incertitude.

A Madagascar, le calcul des prix pour un mois «m» se fait sur la base des prix internationaux du mois «m-2» a souligné le DG de l'OMH. Les prix actuels sur le marché mondial entreront dans le calcul de la structure de prix du mois de juillet. Avec ce prix du baril à 70 USD, le prix à la pompe actuel se situe au-dessous de la vérité des prix,



avec un écart de 100 à 150 Ariary. « Nous restons prudent quant au fait de bouger les prix dans un sens ou dans un autre, dans la mesure où le marché pétrolier est volatile. Nous essayons de gérer ce solde entre le prix calculé et le prix réellement appliqué à la pompe. Il faut être très attentif sur ce qui se passe en matière de cours du baril et de cours des changes. Cependant, la décision d'ajuster le prix à la pompe ne dépend pas uniquement de cela. Il y a un aspect politique et économique à prendre en compte. Il faut les analyser avec les dirigeants avant de prendre toute décision » a-t-il conclu.

Industrie stratégique – La recherche pétrolière attend un nouveau coup de pouce

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 19 MAI 2021

La recherche pétrolière a donné des résultats prometteurs. Mais le pays a besoin de vendre ses potentiels pour attirer les investisseurs.

Un nouveau souffle. Voilà ce dont le secteur pétrolier a besoin à l'heure actuelle. Selon Nantenaina Rasolonirina, directeur général par intérim de l'Office des mines nationales et des industries stratégiques (Omnis), le pays doit organiser des actions de promotion au niveau international pour faire connaître ses potentiels et surtout promouvoir auprès des investisseurs et compagnies opérant dans la recherche pétrolière les données recueillies lors de la prospection des blocs pétroliers.

« Madagascar a attiré le plus grand nombre de compagnies pétrolières qui avaient réalisé des prospections dans les années 2007 et 2008 tout simplement parce que le pays avait réalisé des promotions internationales. Nous devons envisager à nouveau d'organiser de nouvelles actions de promotion », a-t-elle souligné lors d'une interview.

Il faut dire que la Grande île a beaucoup à montrer aux investisseurs et dispose de potentiels pour rivaliser avec les autres pays ayant l'ambition de devenir des nations pétrolières. Selon les techniciens de l'OMNIS, 65% des 85 puits profonds réalisés dans le bassin sédimentaire ont montré des indices hydrocarbures très encourageants. Le



Nantenaina Rasolonirina DG par intérim de l'OMNIS.

pétrole léger figure évidemment en tête de liste des produits dont Madagascar pourrait disposer en quantité mais il y a également le gaz de ville, l'huile lourde de Tsimiroro et le grès bitumineux de Bemolanga.

Réserve abondante

Néanmoins, le pari est loin d'être gagné d'avance si l'on veut attirer des investisseurs. Le manque d'infrastructures dans le pays contribue à alourdir les coûts d'investissement d'un potentiel projet d'exploration et pourrait handicaper la Grande île par rapport à la concurrence. Par ailleurs, au niveau des données pétrolières, d'autres pays d'Afrique de l'Est disposant de bassins sédimentaires entreprennent également des recherches et se trouvent également dans les mêmes conditions que la Grande île.

« Madagascar se trouve toujours dans ce qu'on appelle une zone frontière ou zone à haut risque », précise Nantenaina Rasolonirina.

Il appartient donc à Madagascar de trouver un moyen de faire la différence. Les techniciens de l'OMNIS, en collaboration avec ses collaborateurs étrangers, par exemple, se sont attelés à approfondir l'interprétation des études sismiques en 2D et 3D menées sur les blocs pétroliers. C'est ainsi que la forte probabilité de l'existence d'une réserve commerciale abondante de pétrole léger dans le canal de Mozambique a été mise en évidence. L'organisation de promotion internationale pour promouvoir le secteur pétrole amont figure également parmi les actions qu'il faut envisager à moyen terme. Avec la vaccination massive de la population dans le monde, il est probable que la fin de la crise de la covid-19 commence à se profiler. Beaucoup de pays commencent donc déjà à préparer la reprise, ce qui entraînera forcément une relance de la consommation de pétrole et donc la hausse du cours mondial du baril. Ce qui boosterait forcément les travaux d'exploration et Madagascar doit se tenir prête à saisir les opportunités qui s'offriront.

Secteur de l'énergie : Des investisseurs allemands en vue pour accélérer la transition

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 19 MAI 2021

Les nouvelles technologies, la numérisation et la décentralisation dans le secteur de l'énergie, d'amont en aval, sont indispensables pour réussir la transformation économique en Afrique, selon le Forum allemand de l'énergie, qui est à sa 14e édition.

Attirer les investissements directs étrangers. Tel est le grand défi auquel les pays ayant un potentiel en ressources énergétiques se préparent. Pour Madagascar, l'OMNIS (Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques) s'attelle déjà à la mise en exergue des avantages du pays en matière de pétrole et de gaz, dans le cadre de la célébration de son 45e anniversaire. A Hambourg, le 14e Forum allemand de l'énergie en Afrique œuvre également pour relancer la transformation économique de l'Afrique. Selon ses promoteurs, ce forum devrait fournir des informations clés sur le marché, les tendances et les opportunités au cours de la prochaine décennie. « Le secteur africain de l'énergie continue de consolider ses partenariats avec les investisseurs et la technologie allemands dans le but de diriger les entreprises énergétiques d'Allemagne, d'Europe et du continent africain. D'amont en aval, le secteur énergétique africain doit accélérer sa transition vers le net zéro, continuer à adopter de nouvelles technologies et commencer à adopter la numérisation et la décentralisation au cours de la prochaine décennie », a indiqué Afrika Verein, organisateur du Forum.

Croissance inclusive

Certes, le Forum allemand de l'énergie en Afrique favorise le dialogue et encourage les investissements en mettant clairement l'accent sur la mise en évidence de l'ensemble du

mix énergétique africain, ainsi que sur la coopération économique entre l'Allemagne et l'Afrique. Comme l'a déclaré Afrika-Verein, les impacts économiques de la pandémie de Covid-19, le changement climatique et la transformation numérique en cours des économies nécessitent une réponse verte, intelligente et rapide de la part du secteur de l'énergie. « Cela dit, la Chambre africaine de l'énergie approuve et soutient fermement le 14e Forum allemand de l'énergie en Afrique à Hambourg dans ses efforts pour y parvenir. De la même manière, les entreprises et les décideurs politiques allemands et africains ont fortement besoin de soutenir des politiques qui créent un environnement propice à l'investissement dans une industrie équitable et en évolution. La marche de l'Allemagne vers la transition au net zéro ne peut être respectée si l'Afrique est en retard », a soutenu l'entité organisatrice du Forum.

Paradoxe

L'accès à l'électricité pour tous reste un vrai casse-tête pour les pays en développement comme Madagascar. Et pourtant, de hauts potentiels de ces pays sont mis en avant au niveau international. Selon Afrika Verein, la capacité du secteur énergétique africain à répondre à la demande croissante d'électricité, le déploiement d'infrastructures intelligentes pour gérer l'énergie plus efficacement, la monétisation du gaz, la lutte contre



Malgré ses énormes opportunités, Madagascar a encore un très long chemin à parcourir dans le domaine de l'énergie.

la pauvreté énergétique et l'approche adoptée pour financer les transitions d'énergie propre en Afrique dans une ère post Covid, participent à la prépondérance de ce forum. Il devrait fournir des informations clés, alors que le secteur de l'énergie se prépare à soutenir une économie verte mondiale. « Année après année, Afrika Verein n'a cessé de maintenir l'Afrique au centre de la politique étrangère et de la politique énergétique de l'Allemagne. Leur capacité à rassembler les principales parties prenantes d'Afrique et d'Allemagne pour travailler sur des questions énergétiques, notamment en Allemagne et en Afrique, est inspirante », a déclaré NJ Ayuk, président exécutif de la Chambre africaine de l'énergie. Bref, le 14e Forum allemand de l'énergie est un événement à ne pas rater, pour les investisseurs dans le secteur de l'énergie, les développeurs de projets, les décideurs et les innovateurs.

Bad – Fihariana: formation de 300 MPME aux compétences de base

ARH | LES NOUVELLES | 19 MAI 2021

Faisant partie intégrante de l'«Africa SME Business Linkage Program (BLP)», une convention de partenariat en collaboration entre le programme d'entrepreneuriat Fihariana et l'initiative pilote financée à hauteur de 1,4 million de dollars par la Banque africaine de développement (Bad) en 2020, a été signée entre Madagascar et la Bad. Elle vise à soutenir le développement de 300 Micros, petites et moyennes entreprises (MPME). «Quelque 300 entreprises bénéficieront de formation aux compétences de base. Celles ayant démontré un potentiel de croissance bénéficieront d'un appui financier», a précisé Dorsaf Labidi, chef de la division de développement industriel (PITD 1) à la Bad.

Pour ce faire, le programme BLP s'appuiera sur l'écosystème du secteur privé pour identifier et améliorer les compétences, la gouvernance et les opérations des MPME de Madagascar. Grâce à des liens commerciaux en amont et en aval, ces MPME, dont au moins 40% sont dirigées par des femmes, auront accès aux marchés et aux financements.

«Fihariana se réjouit de ce partenariat avec la Bad à travers le programme BLP. Nous œuvrons sans relâche pour identifier des pistes d'accompagnement innovantes et tangibles

pour nos bénéficiaires. Grâce à cette convention, les MPME auront bien évidemment accès aux compétences et aux financements et surtout aux marchés, une composante fondamentale de la vie de l'entreprise», s'est félicitée Valérie Zafindravaka, secrétaire exécutif de Fihariana.

Augmenter la valeur et le nombre de contrats

L'objectif du programme BLP est d'augmenter la valeur et le nombre de contrats en faveur des MPME. Il est également question d'accroître la demande de biens et services produits localement par les jeunes et femmes qui bénéficieront d'un accès facilité au financement par le biais du programme Fihariana, des différents produits financiers offerts par des banques partenaires. A travers ce programme, Fihariana engagera le dialogue avec les parties prenantes pour identifier les réformes prioritaires nécessaires à l'amélioration de l'écosystème entrepreneurial à Madagascar et favoriser la croissance durable des MPME identifiées. En complément des programmes de formation et financements indissociables aux deux programmes, les entreprises identifiées pourront intégrer une plateforme électronique disposant d'outils de mise en relation commerciale.

Aéroport – L'Adema se donne un nouveau départ

MIANGALY RALITERA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 19 MAI 2021

La recherche de partenaires pour la gestion des quarante-quatre aéroports secondaires est fructueuse. Vingt-deux ont répondu à l'appel à manifestation d'intérêt de l'Adema.

La société Aéroports de Madagascar (Adema) s'attaque à la relance des quarante-quatre aéroports. « Huit sont déjà notifiés, officiellement, et quatorze sont en attente d'approbation du Conseil de gouvernement », déclare le directeur général de l'Adema, Jean Germain Andrianiana. Cette société ne s'arrête pas là. Elle va poursuivre la recherche de nouveaux gestionnaires pour les vingt-deux aéroports restants. « Nous allons lancer des appels à manifestation d'intérêt pour les vingt-deux aéroports qui n'en faisaient pas encore l'objet », enchaîne la source. La durée des contrats de gestion est de cinq ans, renouvelable.

Ces aéroports sont déficitaires depuis longtemps. Certains n'enregistrent aucun vol, presque toute une année de vide. D'autres pistes, n'ayant pas servi depuis longtemps comme celui d'Ambalavao, sont envahies par les broussailles. Pourtant, étant ouverts à la circulation aérienne publique, ces quarante quatre aéroports doivent rester opérationnels. Des appareils peuvent atterrir, à tout moment, sur ces pistes d'atterrissage et de décollage.

Nouvelles idées

Cette recherche de partenariat privé, sans endettement de l'État, pourra renverser la situation. « La disponibilité de cinquante quatre aéroports/aéroports opérationnels est une grande opportunité pour le pays et pour les régions dans lesquelles ces aéroports sont implantés », lance, optimiste, le directeur général de l'Adema. Ces gestionnaires sont appelés non seulement à assurer le fonctionnement de l'aéroport, mais aussi, à amener de nouvelles idées pour le développer et à avoir des plans d'action. « Ils peuvent développer des activités extra-aéronautiques, comme créer un restaurant, un hôtel. Ils peuvent collaborer avec des compagnies aériennes pour attirer des touristes et ainsi, augmenter la fréquence des vols. Ce qui requiert des infrastructures d'accueil, bien



Le nouveau DG de l'Adema, Jean Germain Andrianiana.

évidemment. Les gestionnaires peuvent travailler là dessus », explique-t-il. L'Adema, au début, va subventionner ces gestionnaires, grâce aux recettes servant à assurer le bon fonctionnement des aéroports secondaires (RBFA). « Ces subventions ne seront pas définitives. L'objectif est qu'ils deviennent indépendants, petit à petit », indique Jean Germain Andrianiana. C'est faisable, selon ce directeur général.

Les gestionnaires ne seront pas les seuls à en tirer profit. Ces aéroports serviront au désenclavement. « Il est envisageable d'acheminer vers d'autres pays d'Afrique des produits à partir de ces aéroports. C'est faisable pour le cas d'Antsirabe, étant une zone agricole, à partir duquel on peut organiser un vol jusqu'à 5 000 kilomètres, par exemple », renchérit ce responsable. Mais encore, ils vont permettre les évacuations sanitaires, l'acheminement des aides en cas de catastrophe naturelle et assurer la sécurité. « Les changements ne seront peut-être pas perceptibles tout de suite. Mais ils se produiront certainement », lance confiant le directeur général d'Adema.

Liste des gestionnaires des vingt-deux aéroports :

1^{ère} vague:

- ANTIRABE: Société SOGEAV (Transfert effectif)
- ANALALAVA: Sté EKHAYA (Transfert non effectif)
- MANANARA NORD: Groupe Malagasy Spices & Spices Oil (Transfert non effectif)
- MAINTIRANO: NERA AIRPORTS (Transfert effectif)
- MANAKARA: Sté EKHAYA (Transfert non effectif)
- ANTALABA: Sté HAROLD (Transfert non effectif)
- VOHEMAR, FLORIBIS SARL (Transfert non effectif)
- MOROMBE, AERO SUD OUEST (Transfert non effectif)

2^{ème} vague:

- ANTISOHIHY: ASSOCIATION FANORO (Transfert non effectif)
- BELO SUR TSIRIBIHINA: AERO SUD-OUEST (Transfert non effectif)
- MANJA: AERO SUD-OUEST (Transfert non effectif)
- IHOSY: Sté SEEM (Transfert non effectif)
- FARAFANGANA: Sté SEEM (Transfert non effectif)
- TAMBOHORANO: Association FM3FM (Transfert non effectif)

- VANGAINDRANO: ONG ZAMA (Transfert non effectif)
- BESALAMPY: Association VOROMAHERY (Transfert non effectif)
- MIANDRIVAZO: Entreprise FANAVOTANA (Transfert non effectif)
- AMBANJA: PALISSANDRE COTE OUEST (Transfert non effectif)
- MANDRITSARA: HOPITALY VAOVAO MAHAFALY (Transfert non effectif)
- BEALANANA: Entreprise BOLIDA (Transfert non effectif)
- MAHANORO: Société HARY (Transfert non effectif)
- MAROANTSETRA: Société AUTOMAD (Transfert non effectif)

Les vingt-deux aéroports restants:

Ambalavao- Ambatondrazaka-Ambatomainity-Ambilobe-
Ampanihy-Andapa-Ankavandra-Ankazoabo-Antsalova-
Befandriana
Nord-Bekily-Beroroha-Betioky-Betroka-Malaimbandy-
Mandabe-Morafenobe-Port Bergé-Soalala-Tsaratana-
Tsiroanomandidy et Vatondry.

Filière lait : Reprise du contrôle de la qualité de l'or blanc

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 20 MAI 2021

Un projet d'opérationnalisation et de pérennisation d'un dispositif de contrôle qualité du lait appelé couramment « laboratoire mobile de contrôle lait » dans la Région Vakinankaratra, y est mis en œuvre depuis 2019.

Cela fait suite à la signature d'un protocole d'accord entre cette région bénéficiaire et le projet CASEF ou projet de Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière. Vakinankaratra a été ainsi doté de matériels et d'équipements servant à effectuer le contrôle de la qualité du lait dans sept districts. Mais les activités de contrôle de la qualité de cet or blanc ont été interrompues l'an dernier en raison des impacts de la crise sanitaire liée à la pandémie de la covid-19 dans le pays. Elles vont reprendre prochainement d'autant plus qu'un avenant à ce protocole d'accord établi entre les deux parties, vient d'être signé à Antsirabe, et ce, par le biais de l'assistant technique Agribusiness Hautes Terres SOCODEVI - FIFAMANOR - SAHA - CIRAD. Cet avenant du projet CASEF vise à assurer le financement des coûts de ces activités de contrôle de la qualité du lait et de la construction



Un avenant du protocole d'accord établi auparavant, a été signé entre les parties prenantes.

des points de contrôle fixes de Betafo et de Behenja. La réalisation d'un atelier de capitalisation des acquis sur les activités de contrôle qualité du lait et d'un recyclage sur la formation des agents de contrôle n'est pas en reste.

Redynamiser la filière. Rappelons que le projet CASEF, sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et financé par la Banque

Mondiale, a pour but de contribuer au développement de la chaîne de valeur lait dans la région Vakinankaratra. Les résultats attendus consistent à augmenter d'une manière durable les revenus des éleveurs laitiers tout en préservant l'environnement dans cette région. Ce qui permettra d'assurer la bonne qualité de la production et des produits laitiers tout en pérennisant les services de contrôle de la qualité lait. Il faut savoir que le financement du projet CASEF se poursuivra jusqu'au mois de décembre 2021 tandis que la région Vakinankaratra et les acteurs de la filière assureront la pérennisation du laboratoire mobile de contrôle de la qualité du lait. Le but est de redynamiser cette filière or blanc afin que celle-ci puisse devenir un levier de l'économie régionale par la spécialisation des produits des terroirs émergents et la promotion de l'industrialisation.

Revue d'exécution budgétaire : les finances publiques fortement impactées par la crise

RIANA R. | LES NOUVELLES | 20 MAI 2021

Seuls 13% des objectifs de recettes prévus dans la loi de finances initiale 2021, ont été atteints durant le premier trimestre 2021, d'après la dernière revue budgétaire. Sur une prévision de 6 781,70 milliards d'ariary dans la LFI 2021, 881,40 milliards d'ariary de recettes ont été encaissés.

Pour expliquer cette faible mobilisation des ressources durant les trois premiers mois de l'année, le ministère de l'Economie et des finances (MEF) avance que « les impacts de la pandémie du covid-19 continuent à peser sur l'économie nationale ». Rappelons que la direction générale des impôts (DGI) a procédé à des réaménagements de l'échéance fiscale face aux difficultés rencontrées par les entreprises en ce temps de crise. Concernant les dépenses, le taux d'engagement total s'établit à 17,43% pour le budget général, 8,29% pour le budget annexe et 31,37% pour le compte particulier du trésor. Le taux d'exécution pour le budget de solde est de 20,93%, 61,80% pour les intérêts de la dette et 7,59% pour le budget hors solde comprenant les biens et services, les

indemnités et les transferts.

Quant au budget des investissements, il est exécuté à 16,72% en moyenne durant le premier trimestre 2021. 675,60 milliards ont été engagés dans les Programmes d'investissements publics (Pip) sur financement externe contre 193,31 milliards d'ariary sur financement interne.

Le MEF a également signalé des difficultés partagées par les institutions et ministères pour l'exécution du budget de l'Etat, notamment sur l'absence de nomination effective d'acteurs budgétaires au niveau de certains départements et qui impacte sur la célérité de l'exécution budgétaire. D'autres problèmes sont évoqués, entre autres la défaillance d'outils et d'infrastructures informatiques occasionnant des retards.

Cap Business OI: Noro Andriamamonjiarison élue présidente

ARH | LES NOUVELLES | 20 MAI 2021

Cap Business océan Indien (OI) - anciennement connue sous le nom de l'Union des Chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien (UCCIOI) - renouvelle son comité directeur. Noro Andriamamonjiarison, présidente de la Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo (CCIA) est élue présidente de l'association lors d'une assemblée générale ordinaire en visioconférence le 12 mai.

« Des représentants de Maurice et de Madagascar ont été désignés à l'unanimité comme président et trésorier, deux postes clés au sein de l'association », précise Cap Business

OI. A rappeler que cette association est une plateforme d'échange unique pour faciliter les partenariats entre les acteurs économiques et favoriser les synergies dans différents secteurs d'activité.

« Cette nouvelle équipe mettra en œuvre, dans les mois à venir, la nouvelle stratégie qui sera présentée sous la forme d'un livre blanc. Les nouveaux membres prennent ainsi le relais pour ouvrir le nouveau cycle de cinq ans qui commence à partir de juillet 2021, avec différents projets qui seront financés principalement par l'Agence française de développement ainsi que par d'autres



baillleurs, tels que l'Union européenne », a déclaré Eric Magamootoo, secrétaire général de l'association, à l'issue de cette assemblée générale.

Electricité – Dans l'attente des factures optimisées de la Jirama

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 MAI 2021

Sauf changement au calendrier, le système de facturation Optima de la Jirama a été effectif depuis le 1er mai. Les abonnés attendent avec angoisse et curiosité de quoi il en retourne. Dans un nouvel format de factures.

Un enjeu de taille. Sinon crucial pour la survie de la Jirama. Le premier essai au mois de janvier a échoué sur les susceptibilités présidentielles. Le président de la République, Andry Rajoelina, depuis Toamasina, excédé par les plaintes de nombreux abonnés, électrocutés par une hausse excessive et injustifiée de leurs « nets à payer », a remonté, devant une assistance médusée, les bretelles du directeur général Vonjy Andriamanga. « Comment la Jirama peut-elle augmenter ses tarifs avec une qualité de services offerts des plus lamentables ». Il a suggéré l'abandon de cette punition financière supplétive à l'encontre du budget des ménages, encore décimé par les effets induits de la crise sanitaire.

Mais la réaction venue de la Banque mondiale, à deux reprises, a été aussi des plus cinglantes. Elle accompagne les réformes structurelles de la Jirama visant à atteindre l'équilibre financier, ou le seuil de rentabilité, dans le court terme, pour mettre le holà aux subventions étatiques à tout va et à tout vent, contre-productives aux goûts des bailleurs de fonds. Dans un premier temps, la Banque mondiale a menacé la suspension et l'annulation de ses aides budgétaires d'un montant total de 400 millions de dollars en cas de refus d'appliquer Optima.

Répliques

Dans une seconde tribune, elle a donné des explications détaillées sur les profits que la Jirama et la population entière peuvent en tirer. Face à tant d'offensives presque oppressives, les dirigeants de la Jirama ont observé un long mutisme avant d'apporter des éclairages sur ces zones d'ombre.

Refus catégorique. « Non la Jirama n'a pas l'intention de renoncer à l'application du système de tarification Optima. Elle a été en vigueur depuis le 1er janvier. Mais suite aux directives du Conseil des ministres du 20 janvier, nous avons pris du recul. Une version améliorée de la formule sera applicable à partir du 1er mai » précise Solo Andriamanampisoa, président du Conseil d'administration de la Jirama lors d'une conférence de presse tenue le 9 mars. Il a été estimé un gain de 50 milliards d'ariary mais au final tout a débouché sur une perte de 18 milliards d'ariary. Avec les modes d'emplois révisés, modifiant les calculs pour un compteur à multiples branchements,



Le PCA de la Jirama Solo Andriamanampisoa.

il est attendu un profit de 32 milliards d'ariary. Un seul « abonné » peut par exemple, alimenter de nombreux autres « clients » avec des tarifs favorables. Dans ces cas de figure, il est difficile de voir un peu plus clair. La Banque mondiale, avec des données détaillées sur des facturations segmentées par catégories de clientèle, arrive à dégager 95 milliards d'ariary d'économie par an pour la Jirama et de soustraire à la caisse de l'État 800 milliards d'ariary de subventions. Sur ce point Solo Andriamanampisoa a donné sa version suite aux insinuations de dérapages budgétaires évoqués ces derniers temps. Il a affirmé que « de 2009 à 2014, la Jirama n'a pas bénéficié d'aides financières de l'État. Elles étaient de 447 milliards d'ariary en 2017, 315 en 2018, 255 en 2019 et 170 en 2020. Les excédents ont été versés au passif du bilan ». Il rajoute que toutes ces données sont à prendre avec des pincettes. « Car la Jirama possède une créance de 318 milliards d'ariary à l'Administration et 700 de TVA déductibles. Soit plus 1000 milliards de dette à payer pour l'État ». Mais il se trouve que ce dernier soit le principal actionnaire de la Jirama. D'où la nécessité de trouver un point d'équilibre financier. La Jirama accuse un déficit abyssal cumulé de 1800 milliards d'ariary. Car le chiffre d'affaire de 750 milliards d'ariary ne couvre pas encore les charges et ces pertes d'exploitation.

Quoi qu'il en soit, Solo Andriamanampisoa, sur la foi des statistiques fournies par la direction générale au Conseil d'administration le 24 février, entrevoit une amélioration dans le bilan de la Jirama. Les pertes ont été de 629 milliards en 2018, 739 en 2019 pour être à 448 en 2020. Soit un «

gain » de 291 depuis qu'il a chapeauté cette société d'État. Des résultats encourageants obtenus, selon ses explications, par les renégociations des contrats aux clauses léonines passés par la Jirama avec ses fournisseurs qui ont ruiné sa trésorerie par des coûts de revient exorbitants. Accompagnés par des ventes à pertes aux abonnés.

Et pour respecter la Feuille de route du redressement, la Jirama s'apprête à instaurer l'hybridation dans la majorité de ses sites d'exploitation thermique. 45 dans un premier temps et 26 plus tard. Soit plus que la moitié de ses installations éparpillées aux quatre coins du pays. L'objectif étant de réduire les dépenses colossales pour l'achat du carburant.

L'eau à la bouche

Il annonce aussi que les nouvelles facturations pour l'eau seront aussi effectives au mois de juillet. Le litre vaut aujourd'hui 0,45 ar. C'est presque gratuit pour de l'eau potable. Le temps que la Jirama apporte des améliorations dans ses offres de services. Par la production de 64 000 mètres cubes des centrales conteneurisées pour combler le gap pour Antananarivo qui est de 100 000. Et par la réfection des canaux de distribution de 90 kilomètres. Il reste alors à attendre si ces bonnes volontés affichées soient de nature à atténuer les doutes et les soucis de la Banque mondiale, bien plus sévère dans ses analyses de la situation. Et pressée d'en finir avec les hésitations gouvernementales. Aujourd'hui les Unités de traitement d'eau conteneurisées commencent à fonctionner à plein régime et résolvent les problèmes d'adduction d'eau potable pour les communes périphériques de la capitale.

Vanille verte: 30.000 ariary le kilo dans la Diana !

RIANA R. | LES NOUVELLES | 20 MAI 2021

La campagne de la vanille verte débute ce jour dans les régions Sofia et Diana, sur fond de crise Covid-19 et au moment où le prix référentiel continue de faire polémique. La récolte s'annonce pourtant bonne, mais les prix ne risquent pas de s'envoler.

Encore une fois, une forte baisse des prix est attendue donnant un goût amer à cette nouvelle campagne. 30.000 ariary le kilo de la vanille verte, le prix proposé par les collecteurs en ce début de campagne, d'après les planteurs, ce montant est même inférieur au référentiel de 75.000 ariary annoncé, mais pas encore approuvé, selon les dernières informations. Les planteurs dans les régions Sofia (Analalava, Antsohihy, Bealalana, Befandriana Avaratra et Mandritsara) et Diana sont déjà confrontés à une situation difficile. « En fait, les collecteurs proposent d'acheter le kilo de la vanille verte à 30.000 ariary en ce début de campagne. Fortement touchés par la crise du Covid-19, les planteurs n'ont pas réellement le choix », a fait savoir un opérateur dans le district d'Ambanja, le fief du marché de la vanille dans la Diana. Leur situation ne s'est pas améliorée. Et face à la crise,

les planteurs sont désespérés.

« De nombreux planteurs ont même déjà vendu à l'avance des gousses pas encore tout à fait mûres dans les champs, auprès des collecteurs » poursuit notre interlocuteur. Pourtant, la récolte de la vanille s'avère bonne cette année dans la Diana, les opérateurs de la région prévoient de produire près de 500 tonnes cette année.

Durant la précédente campagne, les planteurs à Ambanja ont déjà subi une baisse des prix du kilo de la vanille verte à 80 000 ariary alors qu'ils espéraient vendre à 200.000 ariary le kilo.

Prix de référence ?

Le prix de la vanille fait polémique en ce début de campagne. Alors que la fixation d'un prix de référence de la vanille verte à 75.000 ariary le kilo a été déjà annoncée lors d'une conférence de presse le 11 mai, un communiqué conjoint du ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (Mica)



et du ministère de l'Economie et des finances (MEF) a annoncé le 18 mai que ce prix n'est pas encore officiel en précisant qu'il n'a « pas encore obtenu la validation du gouvernement mais devait uniquement servir de base aux discussions techniques entre les deux ministères ».

Et d'ajouter que « les résultats des travaux techniques devaient être encore soumis au Conseil national de la vanille qui à son tour fait une proposition de prix ».

Prévention des inondations - Les digues d'Ikopa et de Sisaony bientôt en travaux

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 20 MAI 2021

La réhabilitation des digues autour de l'Ikopa et de Sisaony font également partie du Projet de Développement urbain intégré et de Résilience du Grand Antananarivo (PRODUIR). Prévu pour une durée de 5 ans, ce projet vise en effet à améliorer le cadre urbain tout en réduisant les risques d'inondation de la plaine sud d'Antananarivo. Une grande partie des travaux menés sera concentrée à la réhabilitation du canal C3, d'une longueur de 12 km, depuis le bassin tampon d'Anosibe jusqu'à la station de pompage d'Ambodimita en passant dans les quartiers d'Andavamamba, des 67 Hectares ainsi que d'Antohomandinika. L'autre partie concernera le renforcement des digues. Et les travaux sont aujourd'hui en cours de préparation. « Pour la rive gauche de l'Ikopa, nous allons donc reconstruire la berge sur trois tronçons, conforter la zone d'infiltration et réhabiliter les ouvrages hydrauliques. Les travaux seront plus ou moins plus compliqués pour la rive droite avec la mise en œuvre de compléments d'enrochements en talus et en pied de berge, la réfection et le lissage de la crête. Des passages piétons transversaux et des quais de stockage de matériaux seront également aménagés », expliquent dans les détails les responsables du projet.



Concernant Sisaony, les travaux seront centrés sur la rive gauche avec la reconstitution du talus sur deux zones affaissées, la sécurisation des têtes d'un siphon traversant le lit de la rivière et l'aménagement de vannes pour l'ouvrage hydraulique sous la route nationale 1. « Les questions environnementales et sociétales sur chaque étape du projet font l'objet d'un suivi permanent. Les étapes de libération des emprises, qui sont des préalables nécessaires, sont en cours

de préparation afin que les travaux de dragage, de réhabilitation et d'aménagement puissent démarrer. Le but final étant d'améliorer les conditions de vie des habitants de la Capitale », rajoutent-ils.

Effectivement, dans plusieurs quartiers de la grandeville, près de la moitié des constructions se concentrent dans des zones sujettes aux inondations. Un projet d'ampleur tel que PRODUIR est alors vital sachant qu'à la fin plus de 500 000 personnes pourront en bénéficier.

Secteur extractif – La filière or paralysée

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 MAI 2021

Paralysie totale. Les acteurs de la filière or appellent au secours. Tout est bloqué depuis quelques semaines.

Rien ne va plus dans la filière or. Depuis l'affaire de trafic illicite de 73,5 kg d'or interceptés en Afrique du Sud suivi du prétendu non rapatriement de devises de quelques sociétés exportatrices, toute la filière est figée. Ce qui met en péril la vie d'un demi-million de personnes des petits chercheurs d'or dans les rivières aux exportateurs en passant par les acheteurs. Regroupés désormais au sein d'un syndicat, ils lancent un appel de détresse. « C'est une activité comme une autre. Elle fait vivre beaucoup de personnes. Nous sommes en règle vis à vis des dispositions légales et il faut comprendre qu'un exploitant de l'or n'est pas obligatoirement un trafiquant. » souligne un acteur du secteur privé de revenu depuis quelques mois.

C'est toutes les chaînes de valeur de l'exploitation aurifère qui est grippée. Les acteurs du secteur or trouvent injuste la décision de l'Etat de tout bloquer. « Nous encourageons l'Etat dans la chasse aux trafiquants mais il faut laisser travailler ceux qui sont en règle. Pourquoi on nous a laissé créer une société qui paie tous les impôts et taxes à l'Etat depuis des années et maintenant on nous empêche d'exercer notre activité » s'interroge un autre acteur qui se trouve dans l'embarras. Pire, le cas des petits chercheurs d'or qui vivent au jour le jour est le plus grave. Personne ne vient plus acheter leurs produits.

Cours en baisse

Du coup, le cours de l'or est en baisse constante. « Dans certains endroits, on peut acheter le gramme pour 200000 ariary les petits chercheurs qui vendent par petite quantité sont obligés de vendre pour pouvoir manger ils se font carrément exploiter mais ils n'ont pas le choix » révèle un



Les petits chercheurs d'or se font exploiter faute d'acheteurs.

autre exploitant qui parle en connaissance de cause. Les trafiquants en profitent et constituent un stock en attendant la reprise des activités.

Même au niveau de la Banque centrale qui a acheté de l'or pour constituer un stock, tout est arrêté après l'achat d'une tonne d'or à quelques sociétés triées sur le volet. « On se demande comment peut-on augmenter cette réserve d'or si on ne laisse pas les opérateurs travailler ? » se demande le même acteur.

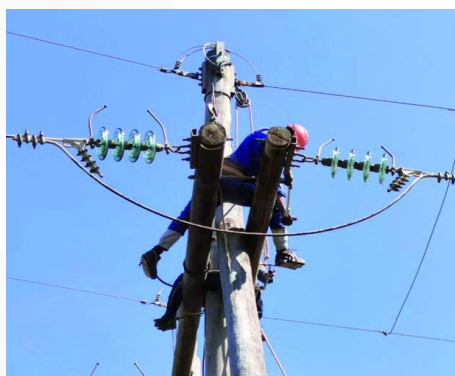
En attendant le déblocage de la filière, les acteurs déplorent la diabolisation faite autour de leurs activités et réitèrent qu'ils sont des opérateurs tout à fait comme les autres dans les autres secteurs d'activité qui font tourner l'économie. Ils craignent que les mesures prises par l'Etat aillent dans le sens de la monopolisation du secteur.

Branchements « Herinaratra mora » - Une formule complète à 30 000 ariary²

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 21 MAI 2021

De la lumière pour tous. Aujourd'hui, plus de 85 % de la population malagasy n'ont pas accès à l'électricité. Il s'agit de l'un des taux d'accès les plus faibles en Afrique. La société nationale d'eau et d'électricité compte bien renverser cette tendance avec son projet « Herinaratra mora ». Ce dernier consistera à améliorer les conditions de vie des gens les plus vulnérables en leur facilitant l'accès à l'électricité.

« «Herinaratra mora» permet ainsi à chaque foyer à faible revenu de bénéficier de trois kits : un kit de branchement composé d'un compteur et d'un dispositif de branchement au réseau électrique, un kit d'éclairage avec deux ampoules LED systématiquement incluses pour promouvoir l'économie d'énergie et réduire la facture de consommation future au minimum, ainsi qu'un kit «ready board» disposant d'un tableau préconfiguré de câblages et de prises. Cette formule intègre également le raccordement à configuration minimale et à coût optimisé. Le tout pour un coût symbolique de 30 000 ariary », détaille un responsable au niveau de la JIRAMA. En effet, seulement 3,5 % des foyers



à faible revenu sont raccordés à un réseau électrique, ce qui représente 154 590 ménages sur un nombre total de 6 112 857 au niveau national. « Une fois déployée, cette initiative devrait permettre d'ici 2023 à plus de 30 000 foyers les plus défavorisés de répondre à leurs besoins fondamentaux. Celle-ci apportera sans doute de réels changements positifs dans leur vie quotidienne », ajoute-t-il.

Pour ce faire, la JIRAMA collaborera de près avec les autorités locales. « Un partenariat avec les Communes et les «Fokontany» sera établi pour l'identification et la prise en charge des foyers vulnérables en vue du

déploiement de ces branchements sociaux. Des pré-enregistrements et des collectes de données de base seront également effectués en collaboration avec les autorités locales. Une phase pilote devrait notamment déjà démarrer avec la Commune urbaine d'Antananarivo, sachant que nous prévoyons un déploiement national à partir du second semestre de l'année », explique ce responsable.

Conditionnés

Toutefois, il faut noter que la mise en œuvre de ce projet est interdépendante avec la mise en place de la nouvelle grille tarifaire, vu que cette dernière s'accompagne de différentes réformes prévues par la JIRAMA. « La mise en application du nouveau plan tarifaire est indispensable pour accroître l'accès de la population à l'énergie, tout en contribuant à diminuer le déficit budgétaire de la compagnie », souligne-t-il. Dans tous les cas, dans sa vision, les perspectives de réformes tarifaires, d'amélioration et de renforcement des infrastructures vont permettre à la JIRAMA d'atteindre les objectifs annuels de 100 000 branchements, dont 10 000 branchements sociaux.

Tourisme et contestation sociale: les guides touristiques dévoilent les coulisses de leur laborieux combat

TIANA RAMANOELINA | LES NOUVELLES | 21 MAI 2021



C'est un combat de longue haleine que mènent les guides touristiques. Déjà une année et demie qu'ils ne travaillent plus... Et tous se battent pour obtenir des aides sociales, la suppression de divers impôts et taxes, et le report du paiement des prêts bancaires.

En face, les autorités peinent à leur répondre. Elles écoutent... Mais semblent bien impuissantes pour débloquer des aides concrètes, pour donner des réponses suivies d'effet.

Du coup, le temps passe, la situation sociale empire... et la tension monte. Plusieurs guides touristiques ont même manifesté à l'aéroport d'Ivato, à Tana, en février dernier. D'autres ont organisé une manifestation itinérante à Antsirabe, le 14 mars.

Les Nouvelles se sont entretenues avec les guides touristiques qui ont participé à la marche d'Antsirabe. Ils nous dévoilent les coulisses des échanges infructueux avec les autorités. Des témoignages cruciaux pour mieux comprendre comment aider les victimes de la crise économique.

"Le confinement a débuté en mars 2020, commence Lova Tiana Andrianony Vice-Président du syndicat du secteur du tourisme à Antsirabe. On a vite vu que la crise perdurait. Donc on s'est concertés afin de trouver une solution". Dans la foulée, ces guides confient qu'ils se sont sentis abandonnés par les présidents d'association du secteur, censés pourtant les représenter. Et pour cette raison, ils ont préféré écarter ces organismes de leur lutte.

Avec l'annonce de la réouverture de Nosy Be au tourisme, en octobre 2020, les guides ont espéré reprendre leur activité. Mais vers novembre, ils ont recommencé à perdre espoir, devant le faible nombre de touristes et les restrictions sur certains pays de provenance.

Dans le même temps, plusieurs bailleurs, dont la Banque mondiale et le FMI, ont alloué des centaines de millions de dollars pour soutenir les secteurs les plus touchés. "On a attendu une aide, rappelle Lova Tiana Andrianony. On est conscients qu'il faut respecter de nombreuses démarches et des critères... Mais les autorités nous ont seulement proposé des formations... Et là encore, ce ne sont pas tous les professionnels du tourisme dans toutes les régions de Madagascar qui sont concernés !"

Début février 2021, les guides du Vakinankaratra décident de médiatiser leur lutte et donnent une conférence de presse. Dans la foulée, ils sont convoqués à Antananarivo pour rencontrer le ministre du Tourisme, Joël Randriamandrato. En écoutant les doléances, le membre du gouvernement appelle aussitôt un inspecteur des impôts, arrivé cinq minutes plus

tard. Ce responsable du fisc aurait alors promis de transmettre les demandes directement au directeur de la Direction générale des impôts (DGI) en ce qui concerne l'annulation des impôts et taxes.

A cette réunion, les professionnels ont également réclamé la réouverture des frontières. Enfin, il a été convenu que le ministère allait dépêcher sur place le Directeur Général du Tourisme pour mettre en place des solutions : le Titre vert, un projet présidentiel qui consiste à octroyer des terrains à des agriculteurs et à des éleveurs ; et Fihariana, une autre initiative présidentielle, qui vise à prêter des fonds à des entrepreneurs. Une semaine plus tard, des responsables sont bien arrivés à Antsirabe... Mais, selon les guides, ni le projet Fihariana ni le projet Titre Vert n'ont été au menu des échanges.

Les guides décident alors de passer à la vitesse supérieure. Ils formulent une demande de manifestation aux autorités locales. Dès le lendemain, le ministre du Tourisme descend à Antsirabe et, cette-fois ci, les responsables du projet Fihariana et du Titre vert sont là, sans oublier les responsables du fisc d'Antsirabe, ainsi que le ministère du Commerce.

"Ceux qui ont soumis leur dossier Fihariana n'ont pas encore eu de réponse à l'heure actuelle", rappelle néanmoins Lova Tiana Andrianony. Devant l'absence de résultat, au mois de mars, les mouvements sociaux commencent... Certains guides manifestent à l'aéroport d'Ivato. D'autres, venus de Fianarantsoa, Ambalavao, Ranomafana, Toliara, lancent une grande marche à Antsirabe.

"Attendez le retour du Président !"

Heureux hasard, Andry Rajoelina programme un déplacement à Antsirabe en mai, pour inaugurer des Centres de traitement Covid (CTC). Pour les guides, c'est l'occasion de se faire entendre. "On a voulu fabriquer des pancartes, reprend notre guide, mais les autorités locales nous ont demandé de ne pas le faire... Donc on a sollicité une rencontre avec le Président de la République en personne."

Le gouverneur de Vakinankaratra aurait alors promis qu'il allait lui-même chercher un créneau lors du déplacement d'Andry Rajoelina. "Malgré le fait qu'on est au chômage, on a pris la peine de louer des voitures pour suivre en permanence le cortège présidentiel", soupire Lova Tiana Andrianony.

Finalement, la rencontre n'a pas eu lieu. Deux jours plus tard, le gouverneur a convoqué les guides pour leur demander d'attendre le retour du président à Antsirabe, à nouveau... Notre interlocuteur lâche : "On ne sait même pas quand il reviendra !"

Thierry Rajaona, président du GEM : « L'énergie doit être disponible à un prix péréqué »

ANTSIA R. | MIDI MADAGASIKARA | 21 MAI 2021

L'énergie est un préalable à tout développement économique, notamment industriel. Le président du GEM (Groupement des Entreprises de Madagascar) nous a livré son point de vue. Interview exclusive.

Pour les entreprises, l'électricité représente quel poste de dépense ?

Cela dépend des secteurs d'activité. Bien évidemment, les entreprises orientées vers le service ont une faible consommation. Par contre, une unité industrielle et une entreprise de services évoluant dans la filière du call-center, par exemple, auront une consommation élevée.

En tant que président du GEM, quel est votre point de vue sur le secteur électricité actuel, avec la JIRAMA en tête de pont ?

C'est le vrai talon d'Achille et un goulot d'étranglement de l'économie malgache. Aujourd'hui, il nous paraît évident que les pouvoirs qui se sont succédé n'ont eu aucune vision sur le développement du secteur énergétique. Les derniers grands investissements en termes d'infrastructures hydroélectriques datent des années 80. En 40 ans, les besoins ont évolué. La population a augmenté. L'État a fait le choix d'une politique d'investissement essentiellement basée sur l'énergie thermique. Le pétrole n'était pas cher, les investissements étaient intéressants. C'était sans compter sur les fluctuations de cette matière première. À un moment donné, le prix de l'énergie à Madagascar était parmi les plus élevés en Afrique. Ce qui constituait un frein réel à la rentabilité des entreprises. Ce n'est que maintenant que des réflexions sont engagées pour investir dans l'hydroélectricité à travers les partenariats public-privé. Il y a vraiment urgence. Les projets nécessitent plusieurs années en termes de construction. Il est incompréhensible que pour Volobe ou Sahofika – des

dossiers enclenchés en 2016 – les travaux n'aient pas encore commencé. Depuis des années, de nombreuses régions de Madagascar subissent une réelle désindustrialisation, à l'image du Boeny qui concentrait plusieurs unités textiles. Le coût de l'électricité a obligé ces structures à fermer. C'est le genre de conséquence induite par le manque de vision.

Vous vous êtes déclaré en faveur d'Optima, un programme de restructuration tarifaire que la Jirama avait voulu initier. Aujourd'hui, quelle est votre position ?

Mes propos ont été mal interprétés car Optima ne concernait que la partie basse tension, les foyers en somme. Je ne suis ni pour ni contre. Je ne suis pas là pour parler au nom des particuliers. Cependant, globalement il faut noter que la Jirama a besoin, à la fois, d'une meilleure gouvernance et de réformes. Il est évident que la Jirama a souffert de pratiques de corruption en son sein, ce qui a fait qu'elle a dû négocier des contrats en sa défaveur et au profit des fournisseurs. Sur ce point, il est intéressant de se demander pourquoi Madagascar ne s'approvisionne-t-il pas les centrales thermiques en pétrole ? La mauvaise gouvernance pénalise l'économie générale du pays. En ce qui concerne le tarif appliqué aux entreprises, l'État n'a pas voulu augmenter le coût, pour des raisons politiques. Ce qui a provoqué le déficit de la Jirama. De manière générale, il ne faudrait pas que les impacts des réformes de la structure des prix dans les années à venir aillent dans le sens contraire du développement industriel



Thierry Rajaona, président du GEM

à Madagascar. Le prix du kilowattheure ne devrait pas être supérieur à celui du continent. Avant d'augmenter les coûts, le véritable enjeu doit être de faire en sorte que la Jirama réduise ses coûts, notamment au niveau des approvisionnements, qu'elle puisse mieux gérer son fonctionnement même avec des pertes énormes – ce ne sont pas forcément les industries qui sont en cause. Nous ne sommes pas contre les réformes. Cependant, elles doivent être mises en œuvre au sein même de la Jirama. Il est fondamental que l'énergie soit disponible à un prix péréqué de façon à ce que des industries puissent voir le jour dans d'autres régions. C'est un point positif que la réforme tarifaire commence à appliquer la péréquation pour toutes les régions. Actuellement, les régions ne sont pas en capacité d'attirer les investisseurs. Ce qui a pour conséquence de renforcer la centralisation économique et de creuser les inégalités économiques régionales.

Enelec : 200 lampes à sodium pour Toliara

T.H. | MIDI MADAGASIKARA | 21 MAI 2021

L'éclairage de la Cité du soleil se poursuit. Actuellement, à la tombée de la nuit, la ville de Toliara sombre dans l'obscurité, et pour cause, les lampes de plusieurs poteaux ne sont plus fonctionnelles. Cette situation inquiète la population car l'insécurité gagne du terrain, obligeant les Tuléarois à rester confinés chez eux; pourtant la ville est réputée pour sa vie nocturne. Acteur majeur de la vie économique sur la place, Enelec, filiale du Groupe Filatex, et producteur d'énergie présent dans la région, a fait don de 200 lampes à sodium à haute



Le maire de Toliara réceptionnant les lampes à sodium.

pression à la commune de Toliara. Une donation qui arrive à point nommé

pour aider à assurer la sécurité de la population tuléaroise et pour participer au développement de la commune. Enelec n'en est pas à sa première action à Toliara; en mai 2020, la société a déjà doté la commune de 20 lampadaires solaires. Ces lampadaires ont contribué à l'éclairage de certains quartiers de Toliara. Selon Tanteraka Rakotoarisoa, Directeur RSE de Filatex, cette action s'inscrit dans les engagements du groupe de contribuer au développement durable de Madagascar, ville par ville, et région par région.

Fanomezantsoa Lucien Ranarivelo – « La phase de diffusion à grande échelle du riz hybride est enclenchée »

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 MAI 2021

Le riz hybride suppose qu'au moins deux variétés de semences sont présentes. Quelles sont les variétés que le MAEP entend déployer ?

Les variétés hybrides sont issues d'un croisement naturel entre deux variétés sélectionnées pour leurs caractéristiques agronomiques présentant des potentialités qui s'ajoutent grâce au phénomène d'hétérosis. La limite de cette technologie est la disparition de cet effet hétérosis multiplicateur de potentialité sur les descendants en deuxième génération. Ce qui oblige les producteurs à utiliser à chaque campagne la première génération issue du croisement, appelée aussi « génération F1 ». Dans le cas des variétés de riz hybride utilisées à Madagascar, elles sont sélectionnées après plusieurs essais variétaux menés sur plusieurs campagnes et dans différents sites représentatifs des grandes zones agro-écologiques existantes à Madagascar.

Les essais indiqués comme probants par votre département parle d'un rendement d'au moins 7 tonnes comme réalisé du côté de Mahitsy sur la RN4. Quels sont les paramètres qui ont été tenus en compte pour cette réussite ?

Nous ne sommes plus dans la phase d'essais. Nous sommes dans la phase de diffusion à grande échelle de cette technologie. Et le ministère a adopté l'approche de « Champ Ecole Paysan ». Des producteurs volontaires cultivent la variété de riz hybride, conseillés et accompagnés par des techniciens du ministère. Les autres paysans voisins sont invités à visiter régulièrement la parcelle utilisée comme champ école, discutent entre eux et à la récolte, ils constatent ensemble le résultat obtenu. En effet, il n'y a pas de meilleure manière de convaincre que de constater de visu la différence. Et les résultats exceptionnels ne sont pas théoriques. La multiplication du rendement par trois fois est une réalité des producteurs de riz hybride et cela en l'espace d'une campagne.

Les semences de riz hybride sont encore à importer de la Chine. Est-il pourtant réaliste et réalisable d'en produire localement ?

Il est prévu de produire localement les semences et cela constitue un objectif à court terme du ministère. Les études techniques sur le développement d'une industrie semencière de riz hybride à Madagascar est dans sa phase finale. Notre objectif est de pouvoir produire annuellement 10.000 tonnes de semences de riz hybride à haute performance. Ce qui nous permettrait d'ensemencer au minimum 300.000 ha de rizière. Et avec un rendement moyen de 8t/Ha, nous pouvons produire 2.400.000 tonnes de paddy, soit 1.560.000 tonnes de riz blanc. Le gain net par rapport au rendement moyen actuel de 3t/Ha de paddy est substantiel, et en riz blanc on pourrait atteindre 975.000 à 1.000.000 de tonnes de riz blanc additionnel. Et cela est possible avec ce grand projet de produire localement nos besoins en semences de riz hybride. Le projet de coopération triangulaire Sud - Sud impliquant la Chine, la FAO et Madagascar, a comme objectif la formation de nos techniciens en cette technologie.

Le riz hybride apparemment choisit des terrains



spécifiques, notamment des hauts plateaux. N'est-il pas favorable dans les autres régions ?

Le riz hybride est adapté à toutes les conditions agro-écologiques et pédologiques de toutes les régions de notre pays. Et même cette technologie permet de mieux valoriser les meilleurs sols et bien rentabiliser l'utilisation des fertilisants. C'est une technologie recommandée aux producteurs d'un bon niveau adoptant déjà les itinéraires techniques améliorés, qui appliquent des fertilisants et dont la grande partie de leur production est destinée à approvisionner la chaîne d'approvisionnement en riz.

Comment atteindre l'autosuffisance rizicole tant prônée avec ce trop large éventail de semences et de techniques ?

L'utilisation de la variété de Riz hybride est une option offerte aux producteurs. Toutes les autres options techniques sont aussi valables. Le ministère encourage l'utilisation de semences améliorées et l'adoption d'itinéraires techniques qui ont aussi fait leur preuve comme la technique SRI, le paquet technique PAPRIZ et bien d'autres. Les producteurs ont le choix et nous leur proposons une panoplie d'itinéraires techniques en fonction d'autres facteurs tels que les conditions de maîtrise d'eau, de disponibilité au niveau local de revendeurs d'intrants, de préfinancement de la campagne. Mais l'important pour nous est de permettre aux producteurs de vouloir améliorer leur productivité et de pouvoir les accompagner dans leur engagement de contribuer à l'atteinte de l'autosuffisance rizicole qui sera la fierté pour notre pays et pour nous tous.

Quel est ou quels sont les blocages qui empêche(nt) le pays d'atteindre cette autosuffisance, contraignant le ministère du Commerce à importer près de 300 000 t de riz chaque année ?

Nous nous trouvons dans une situation où nous sommes « presque » autosuffisants. Malheureusement, la croissance annuelle de la production rizicole est encore en-deçà de notre croissance démographique. Les solutions ne sont pas nombreuses : il faut d'abord augmenter de manière conséquente les superficies cultivées en riz, notamment les périmètres irrigués et la superficie de riziculture pluviale, d'où l'objectif d'atteindre 100.000 Ha additionnels, et il faut aussi appuyer les producteurs à améliorer leur productivité. La stratégie du ministère est basée sur ces deux axes.

Filière Vanille : des parlementaires pour la réorganisation du CNV

RIANA R. | LES NOUVELLES | 21 MAI 2021

Dans l'attente de la fixation du prix de référence de la vanille et en début de campagne 2021-2022, des parlementaires recommandent une restructuration de la filière.

Le groupe parlementaire IRD plaide pour une réorganisation profonde du Conseil national de la vanille (CNV), afin d'améliorer la gestion de la filière en début de campagne. Lors d'une conférence de presse, hier à Tsimbazaza, Velontsara Paul Bert, député élu du district de Port-Bergé, également président du groupe parlementaire IRD, a annoncé que «les planteurs, les membres du secteur privé, les autorités publiques, les députés et les sénateurs» devraient figurer parmi les membres de cette plateforme dédiée à la régulation de la filière vanille dans le pays.

La création du CNV a été annoncée en conseil du gouvernement le 16 juillet 2020, suite à la sortie de l'arrêté interministériel en juin 2020. 11 ministères et la Banque centrale de Madagascar représentent le secteur pu-

blic au niveau du CNV. Le secteur privé a, pour sa part, quatre représentants issus du collège des producteurs, quatre pour le collège des collecteurs, quatre émanant des préparateurs acheteurs et quatre représentants issus du groupement des exportateurs.

Fixation du prix de référence

Ces parlementaires ont également annoncé que le prix du kilo de la vanille verte devrait être maintenu à 75.000 ariary en attendant la fixation du prix de référence sur le marché, dans deux semaines au plus tard car la campagne a déjà commencé dans deux régions, selon les élus.

A rappeler que les ministères de l'Industrie et de l'Economie ont annoncé dans un communiqué conjoint en date du 18 mai que la fixation du prix de référence de la vanille pour la



campagne 2021-2022 attend encore la validation du gouvernement.

La campagne de la vanille verte pour la saison 2021-2022 a débuté hier dans les régions Diana et Sofia. Pour la région Sava qui reste la principale zone productrice de vanille à Madagascar, la nouvelle campagne commencera le 5 juillet 2021.

Agrégats macro-économiques – Le taux de croissance revu à la baisse, de 4,5 à 3,2%

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 MAI 2021

Les chiffres majeurs du projet de loi rectificative de finances risquent de perdre de leur intérêt. Des « sources indépendantes » y vont de leurs propres convictions.

Une fuite dans les idées. Bien avant la présentation du projet de loi de finances rectificative devant les membres du Parlement, sénateurs et députés, en pleine session budgétaire, des indices sur le cadrage macro-économique commencent à être dévoilés par des sources autorisées. Ainsi, selon les prévisions de la « Banky Foiben'i Madagasikara » (BFM), « la croissance économique de la Grande île sera de 3,2 % pour l'exercice en cours, après un repli de 4,2 % en 2020. Elle serait essentiellement tirée par le secteur secondaire à hauteur de 4,9 %, contre -16,0 % en 2020 dont 8 % dans les industries minières et 5 % dans la branche des énergies. Pour le secteur tertiaire, la croissance est de l'ordre de 2,8 % contre -1,1 % en 2020. Pour le secteur primaire, une croissance de la production agricole de 2,6 % est espérée cette année, contre 2,0 % en 2020. Jusqu'à présent, la dynamique de l'activité productive montre des signes d'essoufflement. En outre, les indispensables mesures pour contenir la propagation du virus risquent de constituer de sérieuses entraves ».

Ces projections de la BFM, tout à fait « dans les normes », rejoignent celles de Marc Gérard, représentant résident du FMI. Il a évoqué cette éventualité « dans le meilleur des cas ». Alors que la loi de finances initiale a misé sur une progression globale de l'ordre de 4,5%.

Il est vrai qu'elle a été élaborée au moment où le plateau du nombre de contaminés par la première vague du coronavirus commençait à descendre. Tout prêtait à l'optimisme. En dépit des remarques des députés « qu'il serait hasardeux de voir trop grand en la matière », le ministre de l'Economie Richard Randriamandrato a défendu le projet de son département. Soutenant la faisabilité d'un tel rebond, de 7,7% en valeur absolue. Si on tient compte du recul de 3,2%.

Maintenant, il lui sera difficile, sinon compliqué, de ramer à contre-courant de ces « intuitions » de la BFM. Cela donnerait une image d'une perpétuelle contradiction entre le ministère de tutelle et l'autorité monétaire. Et compte tenu du premier trimestre, déjà gâché par le regain de vitalité du coronavirus et ses horribles variantes, mieux vaut raser les murs avec des anticipations plus réalistes et pragmatiques.

Du côté de la Banque mondiale, le pessimisme ambiant, à cause de l'ampleur grandissante de la pauvreté, semble avoir pris le dessus sur les autres considérations. Elle suit de près l'évolution de la misère parmi la population par la menace de la crise sanitaire. Elle estime que 475 000 à 2,3 millions de personnes pourraient être poussées sous le seuil de la pauvreté. Soit une augmentation de 2 à 11 points du taux en question. La

Banque mondiale a déjà mis sur la balance de ses estimations la maîtrise de la pandémie pour espérer un taux de croissance de l'économie globale de 2%. Elle craint que les acquis de cette dernière décennie soient emportés d'un coup par les vagues successives du coronavirus.

À l'issue de l'année passée sous le joug du coronavirus, la Banque mondiale a déjà déploré « l'émergence » de 1,4 million de nouveaux pauvres. Ceux qui ont perdu leur emploi, du jour au lendemain, ont grossi le rang de l'armée des indigents. Les mendiants, de plus en plus nombreux, arpentent les embouteillages de la capitale, en quête d'une générosité. Un décor au quotidien qui heurte les esprits. La situation des populations dans le sud, prises en tenaille par la famine, constitue aussi une autre illustration inquiétante de ces mauvais présages.

En fait, la théorie des bailleurs de fonds consiste à faire admettre que pour comprimer le taux de paupérisation, évalué à 78% des Malgaches, il faudra une croissance inclusive, soutenue sur la durée et forte de l'économie. Dans le contexte actuel, dépendant de nombreux facteurs exogènes, cette conditionnalité ne sera pas facile à remplir. D'où l'avancée de la misère. Par une relation incestueuse de causes à effets.

Thierry Rajaona – Président du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM) : « Le secteur privé souhaite importer lui-même ses vaccins »

TIANA RAMANOELINA | LES NOUVELLES | 21 MAI 2021

Arrivée des premières doses de vaccin, contaminations dans les entreprises, reprise économique laborieuse.... Et élaboration de la loi de finance rectificative. En exclusivité pour Les Nouvelles, Thierry Rajaona, Président du Groupement des Entreprises de Madagascar fait le point. Et offre ses pistes de solution. Entretien.

L'arrivée des vaccins est-elle une lueur d'espoir pour la relance économique ?

Le secteur privé félicite l'Etat pour cette initiative après autant d'hésitations. Les vaccins vont améliorer l'environnement de fonctionnement des entreprises. Le Covid-19 et surtout la deuxième vague ont vraiment fragilisé le secteur privé. Pour preuve le taux d'absentéisme a augmenté de 30 à 40 % en moyenne. Les entreprises ont subi des répercussions énormes sur la productivité et la gestion. On a même vu des grands patrons emportés par la maladie. Donc oui, on se réjouit de l'arrivée de ces premières doses.

Comment faire en sorte que les vaccins profitent au mieux au secteur privé ?

Le secteur privé pense qu'on devrait vacciner toute la population urbaine où le virus circule beaucoup. Or, 20% de la population malagasy habite en milieu urbain, ce qui veut dire qu'il nous faut environ 5 200 000 doses. Or, au niveau mondial, le besoin explose. Il est donc difficile de dire quand on couvrira la totalité des besoins.

Quelles initiatives menez-vous pour accélérer la vaccination ?

On a sollicité le ministère de la Santé afin d'importer nous même le vaccin pour les salariés du secteur privé, et ce, dans l'urgence, tout en restant dans les conditions de l'Etat. Concrètement, nous avons envoyé une requête, en collaboration avec l'Association des grossistes et importateurs de Médicaments de Madagascar qui se chargera des éventuelles importations, mais également l'Ordre Nationale des Pharmaciens, qui viendra en aide à l'Organisme sanitaire d'entreprise pour l'éventuelle vaccination partout à Madagascar. Aujourd'hui, il y a près de 350 officines et pharmacies dans la Grande Île qui pourraient servir de zone de vaccination. On a déjà envoyé un rappel au ministre... On n'obligera pas pour autant les salariés du secteur privé à se faire vacciner. Et on ignore encore quel vaccin nous allons choisir.

Plus largement sur l'économie, le projet d'Ambatovy, le plus grand investissement à Madagascar, est en phase de reprise. Qu'en pensez-vous ?

C'est réjouissant. Leur remontée en puissance se fera petit à petit. Mais ils n'ont repris qu'en mars, donc déjà trois mois de perdu pour 2021 ! L'autre donnée porteuse d'espoir est que le cours mondial du nickel a augmenté de 60% par rapport à 2020. Donc si on arrive à produire du nickel comme en 2019, on peut s'attendre à ce que les recettes d'exportation du nickel augmentent de 60%.

Le contexte international est-il meilleur par ailleurs ?

Les pays puissants comme la Chine recommencent à fonctionner normalement. Il y a un boom économique, et c'est même l'une des raisons qui expliquent l'augmentation du cours du nickel. On doit en tirer profit pour exporter davantage, notamment grâce à la filière textile en zone franche. Si les commandes augmentent, les entreprises pourraient demander à travailler la nuit pour les honorer. Si c'est le cas, les autorités devraient accorder des dérogations au confinement et au couvre-feu.



Et à Madagascar ?

On a espéré que 2021 allait être une année de relance économique. C'est loin d'être le cas avec l'entrée de la deuxième vague, plus virulente. Le confinement est de retour. Le territoire est encore fermé. Même scénario que 2020...

Et que dire du commerce international ?

Pour le premier trimestre, comparé à l'année dernière, on observe une chute de 20%. On espère que cela ira mieux le reste de l'année, c'est-à-dire d'avril à décembre. Les mines et les zones franches devraient pallier cette chute. En outre, la vanille demeure le premier produit d'exportation de Madagascar : le taux d'exportation n'a pas bougé mais on a vu que le prix a vraiment baissé et donc les recettes.

Dans le secteur du tourisme, des guides touristiques commencent à manifester. N'y a-t-il pas un risque d'explosion sociale ?

C'est tout à fait possible ! En ce qui concerne le secteur du tourisme, les autorités ont proposé des formations professionnelles, alors que cela ne permet pas de survivre. L'année dernière, l'Etat a aussi mis en place le « tosiaka fameno », mais cette allocation a déjà pris fin. Alors que les acteurs du tourisme sont d'accord pour dire que le secteur ne reprendra qu'en 2023.

Quel autre secteur est en grande difficulté selon vous ?

La filière pêche. Normalement, la campagne aurait dû débuter au mois de mars. Mais on constate un gros retard car la saison n'a débuté que mi-mai... Les entreprises sont tourmentées car elles étaient dans l'incertitude durant des mois. Cela va bien évidemment avoir des répercussions car la date de fin de saison ne change pas et sera en octobre. Les acteurs de ce secteur ont d'ailleurs déjà manifesté.

Qu'est ce qui devrait être priorisé dans la loi de finance rectificative ?

L'Etat et le secteur privé doivent trouver un moyen d'effectuer un contrat de performance dans plusieurs secteurs. On sollicite l'Etat pour qu'il baisse le taux d'imposition, de la TVA par exemple, mais de notre part, on s'engage à ce que l'argent qu'on verse à travers les impôts et taxes ne baissent pas. Je prends un exemple, le gaz butane où la TVA a baissé à 5% contre 20% auparavant. Si la TVA baisse, le prix sur le marché va également diminuer et donc il y aura beaucoup plus d'acheteurs. C'est cette multiplication qui engendrera une hausse du montant global.